

Questions orales

LES PARCS NATIONAUX

N.-É.—LE PROJET DE TROISIÈME PARC—LES INTENTIONS DE LA PROVINCE

[Traduction]

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Monsieur l'Orateur, puis-je poser au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien une question qui découle de la présentation demandée du soi-disant rapport Burgess qui traite des possibilités de créer un troisième parc national en Nouvelle-Écosse. Le ministre a-t-il reçu ce rapport particulier et des instructions du gouvernement de la Nouvelle-Écosse quant à savoir si l'on appliquera l'accord de principe qui existe actuellement?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le président, toutes les indications que j'ai reçues à ce jour sont à l'effet que nous allons continuer à établir le troisième parc en Nouvelle-Écosse, comme cela avait été décidé l'an dernier. En ce qui a trait au rapport Burgess, je ne l'ai pas encore reçu. Aussitôt que je l'aurai reçu, j'en informerai l'honorable député.

• (1500)

TERRE-NEUVE—LE PROJET DE PARC GROS MORNE—LES ENTRETIENS QUANT À LA DÉLIMITATION—L'AIDE AUX HABITANTS DÉPLACÉS

[Traduction]

M. Jack Marshall (Humber-Saint-George-Sainte-Barbe): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Comme il a clairement indiqué à la Chambre la semaine dernière qu'il était prêt à consulter son homologue de la province de Terre-Neuve pour renégocier les limites du parc Gros Morne, nous dira-t-il s'il l'a fait et quels sont les plans?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, je dois rencontrer le ministre en cause, et peut-être même le premier ministre de Terre-Neuve, d'ici quelques jours.

[Traduction]

M. Marshall: Monsieur l'Orateur, le ministre dirait-il s'il a discuté de la question avec les autorités de ces parcs nationaux et s'il dispose maintenant d'un projet à offrir à Terre-Neuve pour venir en aide à ceux qui seront déplacés contre leur volonté?

[Français]

M. Chrétien: Monsieur l'Orateur, nous avons toujours des solutions à offrir aux parties en cause.

* * *

AFFAIRES URBAINES

LE PROJET DE DÉPOTOIR POUR TORONTO—DEMANDE DE NOUVELLE ÉTUDE ET DE DÉLAI

[Traduction]

M. Norman A. Cafik (Ontario): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Transports. Son ministère a-t-il l'intention de faire d'autres études sur la question de savoir s'il faudrait permettre l'établissement d'un dépotoir pour la région métropolitaine de

[M. Ouellet.]

Toronto dans les environs de l'emplacement de l'aéroport de Pickering, étant donné les facteurs de sécurité en jeu?

Des voix: Bravo!

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Vous avez la réponse, monsieur l'Orateur. Nous avons évidemment suivi cet événement de très près en raison de son importance pour les personnes qui vont faire le trajet de Pickering à Toronto. On a fait une vérification, et je pense que le ministère de l'Environnement s'en occupe également. Vu l'importance de la question, vous pouvez être certains que je suis prêt à faire procéder à une deuxième vérification.

M. Cafik: Comme le ministre a l'intention de faire une double vérification de cette question très importante, je me demande si le ministère prendra des mesures pour interdire cet endroit ou s'il proposera au moins que l'approbation de l'emplacement soit différée, du fait qu'une décision doit être prise vendredi prochain?

M. Marchand (Langelier): Monsieur l'Orateur, s'il est prouvé ou établi qu'il pourrait exister un danger, nous allons sans aucun doute empêcher que l'on installe le dépotoir à cet endroit.

M. Cafik: J'ai une autre question supplémentaire.

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: A l'ordre.

Une voix: Les secrétaires parlementaires ne doivent pas ouvrir la bouche.

M. l'Orateur: A l'ordre. La présidence permettra une question supplémentaire, puis elle donnera la parole au député de Northumberland-Durham.

M. Cafik: Monsieur l'Orateur, comme cette question a beaucoup d'importance pour les habitants de Pickering et, assurément, pour tous les Canadiens...

Des voix: Oh, oh!

M. Cafik: ... le ministre ferait-il des démarches auprès de la Commission des affaires municipales de l'Ontario pour qu'elle remette jusqu'à la fin de l'enquête l'approbation de l'emplacement qui servirait de dépotoir?

Une voix: On devrait vous y jeter.

M. Marchand (Langelier): Monsieur l'Orateur, si le ministère de l'Environnement nous fait une recommandation en ce sens, nous ne manquerons pas de demander un délai.

M. Hees: Monsieur l'Orateur, j'en appelle au Règlement.

M. l'Orateur: Je m'excuse auprès du député de Northumberland-Durham. Il aura la parole dans un moment, mais, sauf erreur, le député de Prince Edward-Hastings en appelle au Règlement.

M. Hees: Oui, monsieur l'Orateur. Après les débats d'hier sur l'accélération des travaux de la Chambre, évidemment, ils seraient expédiés beaucoup plus vite si les ministériels et les néo-démocrates soulevaient ces questions à leurs caucus mixtes, qui ont lieu chaque semaine.